

« On est venus chercher la paix, on l'a trouvée »

Ali et ses deux fils font partie des réfugiés syriens venus d'Allemagne en septembre. Jeudi 8 octobre, ils ont quitté leur centre d'hébergement parisien pour commencer une nouvelle vie à Saint-Etienne

SAINT-ÉTIENNE (LOIRE) - envoyée spéciale

Enfin, ils ont posé leurs valises. Ou plutôt deux grands sacs de supermarchés et deux sacs à dos neufs bourrés d'affaires données par des associations. Il ne leur reste malheureusement rien de leur vie en Syrie. Le peu qu'ils avaient emporté a fini au fond de la Méditerranée, cet été, entre la Turquie et la Grèce. De si mauvais souvenirs. Mais pour Ali (les prénoms ont été changés, à la demande des intéressés) et ses deux fils de 19 et 23 ans, ce jeudi 8 octobre marque la fin du voyage. Et le début d'une nouvelle vie. Pour eux, elle s'écrira dans la Loire, à Saint-Etienne.

Arrivés de Munich le 11 septembre, ils font partie des 526 premiers réfugiés accueillis en France dans le cadre du dispositif visant à soulager l'Allemagne, confrontée aux arrivées massives de migrants. Hébergés depuis dans un centre d'accueil à Paris, ils ont officiellement obtenu cette semaine le statut de réfugié, en moins d'un mois, un temps record. Restait à leur trouver un logement pérenne, étape fondamentale pour renouer avec l'ordinaire.

Comme pour les autres réfugiés, les vœux et besoins d'Ali et ses fils ont été recueillis. Ali est chauffeur routier. Sofiane et Walid veulent continuer à étudier, l'agronomie pour l'un, l'informatique pour l'autre. S'appuyant sur les profils ainsi établis et sur le vivier de logements vacants mis à disposition par des maires solidaires, les services de l'Etat, ultra-mobilisés pour faciliter l'intégration de ces nouveaux réfugiés si emblématiques de la politique d'accueil lancée en septembre, leur ont proposé un F4 à Saint-Etienne. L'important pôle universitaire de la ville a emporté les suffrages des deux frères.

Voilà donc les trois hommes, maigres bagages au dos et sourires timides ce jeudi 8 octobre, accompagnés jusqu'au TGV gare de Lyon, à Paris, par la sous-préfète de la région Ile-de-France elle-même, chargée de coordonner l'accueil à Paris. Sur le quai, Ali et ses fils ne prennent la parole que pour dire et répéter encore et encore « merci ». « On dit merci au gouvernement français pour son humanité, merci à la Maire de Paris, merci à Emmaüs. On est si reconnaissant, c'est très important pour nous. »

Il y a deux mois, ils tremblaient à Homs, sous les bombes. Deux semaines plus tard, ils manquaient de se noyer dans leur embarcation de fortune vers la Grèce. Puis il y eut ses horribles journées de marche en Macédoine. La Serbie, la Bulgarie, l'Autriche, l'Allemagne. Et la gare de Munich, où ils ont rencontré les représentants de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Le lendemain, ils étaient à Paris. « On n'en revient pas de ce qui nous arrive. On est venus chercher la paix, on l'a trouvée », dit Ali,

solennel. Bientôt 12h58, il faut monter à bord du train et quitter ceux qui les ont jusqu'ici si bien escortés. Un nouveau pas dans l'inconnu.

Ils sont désormais seuls dans le wagon, ne parlant pas un mot de français. Pendant trois heures, ils vont découvrir par la fenêtre les campagnes verdoyantes de leur terre d'accueil, cherchant quelques repères : « Il y a des oliviers par ici ? »

Ils passeront aussi de longs moments dans le silence, les yeux dans le vague, comme enfouis en eux-mêmes. Tous les trois ont en effet sur le cœur une pensée qui les empêche d'être heureux. Sur son smartphone, Walid affiche la photo d'un bébé tout sourire. « C'est mon petit frère, il a un an et demi. Il est resté là-bas avec ma mère et ma sœur de 15 ans. » Quand il a fallu partir, ce 6 août, seuls les hommes ont entrepris le voyage. Depuis, ils savent que la famille a échappé de peu à un nouveau bombardement.

« Nous n'avons qu'une seule demande : faites venir notre famille dès que possible », supplie Ali, angoissé à l'idée que ceux qui sont en Syrie subissent des représailles parce qu'il est en France

Le train ralentit, on distingue un terril, vestige du passé minier de la région. Non, ici on dit « crassier », nous sommes à Saint-Etienne. Des TER multicolores, de vieux entrepôts, le clocher d'une église... Ils dévorent le décor des yeux. Sur le quai, un aréopage de costumes-cravates. Représentants de la préfecture, de la mairie, associatifs... Pour tous, il y a un enjeu à ce que ces premiers parcours soient exemplaires. Car ils traceront le chemin pour les 30 000 réfugiés que la France s'est engagée à recevoir dans le cadre de la répartition européenne. « On s'est mobilisés pour offrir à ces réfugiés un accueil et un accompagnement de qualité afin de les amener à être autonomes et à s'insérer », explique Didier Couteaud, directeur départemental de la cohésion sociale, chargé de mettre en œuvre le souhait du ministre de l'intérieur d'accueillir les nouveaux réfugiés « le plus professionnellement possible ». Grâce aux maires volontaires et aux bailleurs, il a pu proposer plusieurs logements vacants. « Nous ne sommes pas une zone en tension immobilière. » Ainsi, la Loire est dès aujourd'hui en capacité de loger plus d'une centaine de réfugiés.

Ali, Walid et Sofiane seront les tout premiers. Les derniers kilomètres en voiture se déroulent en silence ou presque. « En Syrie, nous avions un si beau pays. Ils ont tout détruit, il ne reste plus rien », murmure le père, pensif. On se gare près d'un square et de quelques commerces. L'immeuble HLM fait sept étages. Le hall sent la peinture. On s'arrête au premier. La porte de l'appartement n'est pas fermée. Des personnels de la mairie et de l'association Entraide Pierre-Valdo ont tout préparé. Ali, Walid et Sofiane entrent l'un après l'autre. Et posent enfin leurs bagages.

Il y a une grande table en bois et de nombreuses chaises. Une cuisinière, un micro-ondes. Du pain sur la table de la cuisine, de la brioche. Le frigo est plein, les placards aussi. Trois chambres, dans chacune un lit, une lampe, une table de nuit. Des draps encore dans leur emballage. Sur un bureau, une ramette de papier et un paquet de Bic neufs. C'est à la fois simple, et plein de petites attentions. Et Ali, Walid et Sofiane répètent « merci, merci, merci. C'était formidable à Paris, c'est pareil ici. C'est un luxe incroyable ». Des dizaines de milliers de migrants qui déposent chaque année une demande d'asile en France, aucun n'a sans doute jamais eu droit à un traitement si remarquable.

Le directeur de cabinet de la préfète fait le point avec eux : « Il y a encore des démarches à faire pour transformer votre récépissé de six mois en une carte de résident de dix ans. Vous serez accompagnés, bien sûr. Il faudra aussi ouvrir vos droits à la Sécurité sociale, au RSA ». En attendant qu'ils puissent l'assumer, le bail sera au nom de l'association Entraide Pierre-Valdo, qui accompagnera désormais la famille. La préfecture, le bailleur, l'association ont un accord pour le paiement des loyers, en attendant les 1 000 euros promis aux communes par le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, pour chaque place d'hébergement trouvée. « Avez-vous besoin d'autre chose ? » « Nous n'avons qu'une seule demande : faites venir notre famille dès que possible », supplie Ali, angoissé à l'idée que ceux qui sont toujours en Syrie subissent des représailles parce qu'ils sont en France. Au courant de la situation, l'Ofpra a promis de faire de son mieux. Ali ajoute : « Et aidez mes enfants à reprendre leurs études. Tout ça, je l'ai fait pour eux. »

Ce dispositif exceptionnel durera six mois. Six mois pour qu'ils soient autonomes, se débrouillent en français, que le père soit en voie d'insertion professionnelle et les fils à l'université. Le défi est énorme. Mais ce soir, une première brique est posée. Un trousseau de clés est remis à chacun. On leur expliquera plus tard comment ce badge déverrouille la porte du hall. « C'est une ville de footeux ici vous savez ? », lance quelqu'un. Walid sourit : « Alors je deviens supporter de Saint-Etienne à partir d'aujourd'hui ! »

ALINE LECLERC

Le Kosovo déclaré « pays d'origine sûr »

La procédure d'instruction des demandes d'asile sera désormais plus courte pour les Kosovars

Depuis vendredi 9 octobre, le Kosovo est officiellement un pays sûr. Le conseil d'administration de l'Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) a en effet décidé d'inscrire ce pays des Balkans sur la liste des « pays d'origine sûrs ». Le Kosovo y cède dorénavant quinze autres nations, dont l'Albanie, la Serbie, l'Inde, la Mongolie ou le Bénin. Et une singulière géographie, qui décide de la vitesse à laquelle sont traités les dossiers des demandeurs d'asile.

Les Kosovars bénéficieront donc désormais d'une instruction plus courte, resserée sur quinze jours, pour voir examinées leurs demandes d'asile. S'ils font ap-

pel de la décision rendue, un juge unique se penchera sur leur dossier, au lieu de trois sans cette inscription.

Demandée par le ministère de l'intérieur, cette mesure ressemble fort à un alignement sur l'Allemagne : cette dernière a fait savoir courant septembre qu'elle s'appropriait à prendre la même mesure pour le Kosovo et l'Albanie.

Le signal politique est double. D'une part, cet ajout acte la marche vers l'élaboration d'une liste des pays sûrs commune en Europe, premiers balbutiements d'une hypothétique harmonisation des approches nationales de l'asile. D'autre part, il donne un éclairage sur les intentions françaises en matière d'immigration éco-

nomique à l'heure où l'installation des réfugiés syriens domine le débat et n'est estimée « soutenable » par le gouvernement que si les migrants économiques sont plus souvent reconduits à la frontière.

Les Kosovars, qui s'inscrivent au deuxième rang des demandeurs d'asile en France sur les neuf premiers mois de 2015, contre le troisième rang en 2014, n'ont obtenu le statut que dans 6,6% des cas l'an dernier. Leur classement en pays sûr risque de renforcer encore l'idée qu'ils sont en quête d'un emploi plus que d'une protection lorsqu'ils viennent en France, ou en Allemagne.

Cette inscription du Kosovo avait déjà été votée par le conseil d'administration

de l'Ofpra en décembre 2013. Mais des associations dont Amnesty International France avaient demandé au Conseil d'Etat d'annuler cette décision et obtenu gain de cause. La juridiction administrative avait alors estimé que « l'instabilité du contexte politique et social dans cet Etat dont les institutions sont encore largement dépendantes du soutien des organisations et missions internationales » ne permettait pas cette inscription. Elle avait aussi souligné « les violences auxquelles restent exposées certaines catégories de sa population, sans garantie de pouvoir trouver auprès des autorités publiques une protection suffisante ».

MARYLINE BAUMARD

